

Indigenous Services Canada

Crown-Indigenous Relations  
and Northern Affairs Canada

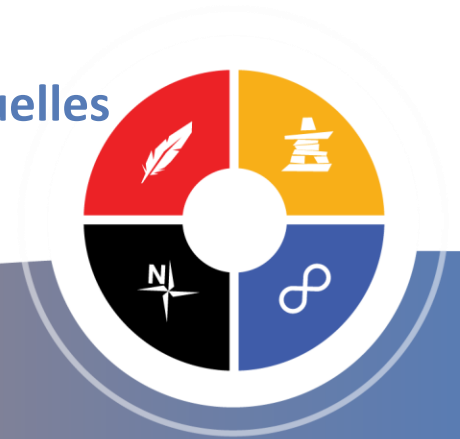
# Appel à l'action n° 17

## Reprendre un nom autochtone

Présenté par :

Lori Doran

Directrice générale, Direction générale des affaires individuelles



Government  
of Canada

Gouvernement  
du Canada

Canada

# Contexte

- Le rapport de la Commission de vérité et réconciliation (CVR) présente 94 recommandations, ou « appels à l'action », pour remédier aux torts causés par les pensionnats et faire progresser le processus de réconciliation.
- Les appels à l'action sont destinés :
  - ☐ aux administrations fédérale, provinciales, municipales et autochtones;
  - ☐ aux communautés autochtones et non autochtones;
  - ☐ aux établissements d'enseignement postsecondaire;
  - ☐ aux établissements de soins de santé;
  - ☐ aux institutions religieuses;
  - ☐ aux organisations médiatiques;
  - ☐ aux membres du secteur des affaires.



# Appel à l'action n° 17

## Reflecting on **TRC17** call to action

"We call upon all levels of government to enable residential school Survivors and their families to reclaim names changed by the residential school system by waiving administrative costs for a period of five years for the name-change process and the revision of official identity documents, such as birth certificates, passports, driver's licenses, health cards, status cards, and social insurance numbers."

La réponse exige une approche pangouvernementale.



# Engagements ministériels

- Le Canada a annoncé qu'à compter du 14 juin 2021, les Autochtones ainsi que les survivants des pensionnats et les membres de leur famille pourraient reprendre leur nom autochtone, dans son orthographe originale, sur les passeports et autres documents délivrés par le gouvernement.
- Les ministres concernés, M. Mendicino (Immigration, Réfugiés et Citoyenneté), M<sup>me</sup> Bennett (Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord) et M. Miller (Services aux Autochtones), ont souligné que cette annonce constituait une étape cruciale pour remédier aux séquelles laissées par la colonisation au Canada et pour restaurer la dignité et la fierté liées aux noms et aux pratiques d'attribution de noms des Autochtones.



# Tout commence aux bureaux de l'état civil

- Les bureaux de l'état civil (BEC) délivrent des preuves d'identité essentielles (p. ex., certificats de naissance) et des preuves du changement de nom d'une personne. Sans document officiel d'un BEC, une personne ne peut pas faire enregistrer officiellement son nom repris comme nom légal.
- Conformément à l'appel à l'action n° 17, certains BEC n'imposent pas les frais associés à la reprise des noms, mais la démarche varie d'une province à l'autre et pourrait être appliquée seulement pendant un certain temps.
- À l'heure actuelle, aucune province n'est en mesure de traiter des noms légaux en caractères non latins.



# En quoi c'est important

- *The fight to reclaim traditional Indigenous names* (CBC News 2022)

[La lutte pour la reprise des noms autochtones traditionnels – en anglais seulement]



- *Indigenous People Can Now Use Traditional Names On Identity Documents*  
(The Toronto Star, June 23, 2021) [Les Autochtones peuvent dorénavant inscrire leurs noms traditionnels sur leurs documents d'identité – en anglais seulement]
- *Her name is Ta7taliya. Why Canada won't print the Squamish spelling on a passport* (The Toronto Star, August 28, 2021) [Son nom est Ta7taliya. Pourquoi le Canada n'imprime-t-il pas l'orthographe des Squamish sur un passeport – en anglais seulement]  
« [...] notamment, tous les demandeurs doivent d'abord suivre un lourd processus provincial de changement de nom comme condition préalable à la reprise de leur nom sur les passeports, les certificats de citoyenneté et les cartes de statut d'Indien. » [traduction libre]  
« [...] les systèmes doivent respecter les normes actuelles de l'Organisation de l'aviation civile internationale pour veiller à ce que tous les passeports et documents de voyage soient lisibles par machine puisqu'ils sont utilisés dans les systèmes informatiques par les organismes de contrôle frontalier, les compagnies aériennes et les aéroports canadiens et étrangers pour l'achat de billets, les réservations et l'impression de cartes d'embarquement. » [traduction libre]



# Progrès réalisés et réalités

- Certains progrès ont été réalisés concernant les noms repris qui s'écrivent en caractères latins.
- Les principaux défis portent sur les noms repris contenant des caractères non latins ou des signes diacritiques, notamment en raison de :
  - lacunes du système :
    - Capacité des BEC
    - Impression
    - Logistique
  - politique :
    - Quelle série de signes diacritiques choisir?
  - problèmes d'interopérabilité :
    - Les signes diacritiques sont interdits pour certains documents selon les normes mondiales (p. ex., les passeports).
    - Touche tous les systèmes (douanes, aéroports, cartes d'embarquement, etc.).
  - Coûts de mise en œuvre :
    - par rapport à la demande



# La suite

- Comment les conseils mixtes peuvent-ils contribuer à la réalisation d'une approche pangouvernementale entre les administrations?
  - Groupe de travail
  - Étude de faisabilité
  - Recherche

